

Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 15 février 2017

Présents

Bruno Loustalet
Philippe Maisonnas
Yannick Semay
Philippe Guillard
Guy Caplat
Valérie Berger
Jean-Michel Thuot
Nicolas Zimerli
Suzanne Borrel-Jeantan
Marie-Paule Dupuy-Roudel
Josiane Brignone
Kamel Mohammadi
Audrey Duprat
Serge Manié
Christian Julian

L'an deux mil dix-sept, le quinze février à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Kamel Mohammadi

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mercredi 15 février 2017 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

Excusé

Pouvoir

En préambule, Monsieur le Maire fait part à l'Assemblée de la demande d'enregistrement émise par l'Association Uthil Avant Tout.

Mme Semay remercie l'association Uthil d'avoir prévenu au préalable par mail.

Mr le Maire revient sur le mail de Mr Manié concernant l'enregistrement privé qui avait été fait lors du dernier Conseil et dans lequel il y avait des propos qu'il jugeait offensant, hors de propos. Il répond après l'avoir abordé au séminaire de samedi dernier portant sur le PLUI. Il comprend que certains propos puissent choquer, néanmoins, ils ont été émis dans le cadre d'une discussion lors du Conseil Municipal. Certains propos ont pu dépasser la pensée. Il en tire l'enseignement suivant :

- il faut faire attention à ce que l'on dit, par oral ou écrit
- œuvrer pour le bien-être collectif et l'intérêt général et il s'engage à en reparler lors d'une autre occasion que le Conseil Municipal.

Mr Manié en prend acte et remercie Mr le Maire pour cette présentation et espère que cela ira jusqu'au bout sur différents sujets.

1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. DECISION BUDGETAIRE

Mr le Maire informe l'Assemblée de la Décision Budgétaire prise sur les dépenses imprévues :
. n° 2016.56 pour un montant de 7.314,00 € portant sur les frais de Personnel, permettant de clôturer l'exercice comptable.

3. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Mr le Maire donne lecture du préambule au Débat d'Orientation Budgétaire.

Mes chers collègues,

Vous le savez le Débat d'Orientations Budgétaires a pour objet de présenter aux membres du Conseil municipal, et au-delà à l'ensemble de nos administrés, les principales orientations qui présideront à l'élaboration des Budgets communaux proposés à vos délibérations en mars prochain.

L'année 2017 sera marquée très significativement par deux tendances lourdes :

- 1) En premier lieu, la finalisation du montage institutionnel et financier de l'assainissement collectif,
- 2) En second lieu, le maintien de la pression exercée par la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques.

Ce contexte implique :

- 1) D'une part, de maintenir notre vigilance sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement sans pour autant altérer la qualité des prestations de services à nos administrés,
- 2) D'autre part, d'orienter l'investissement communal vers les opérations de conservation et de maintenance du patrimoine bâti communal.

Pour rappel, la commune a anticipé, dès le budget 2015, les tendances négatives issues des contraintes qui pèsent sur les finances des collectivités locales fortement mises à contribution dans le cadre du redressement des finances publiques :

1° en optant pour une gestion au plus près des dépenses de fonctionnement,

2° en faisant le choix de décisions stratégiques lui permettant de dégager des marges de manœuvre pour l'exécution du plan de mandat,

3° en recherchant dans la concertation avec nos partenaires de l'intercommunalité – confrontés aux mêmes contraintes de gestion -, les termes d'un nouveau Pacte Financier et Fiscal et d'une stratégie territoriale en matière d'investissements.

Pour autant, il convient de rappeler la prégnance de ces contraintes pour cadrer le contexte des propositions d'orientations budgétaires pour l'exercice 2017.

1. Conséquences de la contribution des collectivités locales au redressement des finances publiques et l'apport de la solidarité communautaire

Le mandat 2014-2020 est avant tout celui de la baisse du principal concours financier en provenance de l'État : la dotation globale de fonctionnement.

D'un montant de 23,8 milliards d'euros à la fin du mandat précédent, la DGF du bloc communal a fait l'objet d'un premier prélèvement en 2014 au titre de la participation des collectivités locales de 840 millions d'euros puis d'un second en 2015 de 2,07 milliards d'euros.

Pour information, entre 2014 et 2016, la DGF de la commune a été amputée passant de 85 084 € en 2014 à 54 292 € en 2016 soit une perte « sèche » de 31 000€. Cette contraction se poursuivra encore en 2017 avec une amputation supplémentaire dont nous ne connaissons pas le montant à ce jour.

À cette diminution s'ajoute le développement des mécanismes de péréquation, je rappelle, concernant le FPIC, que notre bloc communal, est le deuxième contributeur après le Pays de Gex avec une contribution de plus de 2 millions d'euros. En 2014, la part de la commune au titre du FPIC était de 21 435 €, en 2016 elle s'est élevée à 44 759 €.

La contribution de la commune au FPIC sur la période 2014-2016 se traduit par une amputation de l'ordre de 86 k€ !

En 2016, la commune a bénéficié d'une dotation « renforcée » de la solidarité communautaire 98 237,72 € (soit +53 085,72 € par rapport à 2015), a permis de gommer les effets négatifs que je viens de souligner.

Pour le budget 2017, la dotation de solidarité communautaire « renforcée » sera elle aussi en diminution.

Toutefois, les données provisoires du Compte Administratif 2016 qui vous ont été communiquées en janvier dernier devraient montrer la bonne tenue de la gestion communale grâce à l'effet conjugué d'une gestion prudente et attentive des dépenses de fonctionnement et de la contribution exceptionnelle au titre de la solidarité communautaire.

En 2017, la solidarité communautaire se maintiendra, néanmoins, à un haut niveau pour notre commune et s'exercera sur le financement direct de projets d'aménagement :

- 1) En premier lieu, la Communauté de communes prendra à sa charge entière, soulageant d'autant le budget communal, le financement des travaux de réalisation du réseau de transfert des effluents des eaux usées vers la SEP des Iles à Niévroz, une enveloppe budgétaire d'un million d'euros est mobilisée à cet effet ;
- 2) En deuxième lieu, les travaux de réalisation de la mise en sécurité de la traversée de l'autoroute A 42 vers Beynost seront engagés ce printemps, le tout pour un budget de 330 000 euros ;

De plus, le concours financier apporté au SIEA permettra la réalisation du fibrage Très Haut débit de la ZAC Actinove dans le courant de l'année apportant ainsi les moyens de communications les plus performants aux entreprises ;

- 3) En troisième lieu, dans le cadre de la mobilisation des fonds d'études du Plan Local de l'Habitat, une étude d'urbanisme pré-opérationnel du centre-bourg de THIL. Cette étude aura pour objet la réalisation d'une étude urbaine et paysagère approfondie, qui permettra de déterminer un scénario d'aménagement pour ce secteur. En capitalisant sur les acquis de méthode de l'Expérimentation Densification Douce Maîtrisée », des ateliers participatifs seront organisés pour que les Thilois puissent se mobiliser pour construire ensemble une vision partagée de l'avenir du village ;
- 4) Enfin, et ce n'est pas la moindre de ses actions, la communauté a engagé, en liaison avec le Symalim, les études d'ingénierie de la protection rapprochée de THIL.

Convenons-en, sans les politiques publiques conduites par la communauté de communes, THIL ne pourrait se projeter avec cette ampleur dans son avenir !

Pour faire face aux enjeux de la période 2017-2020, le Président de la Communauté de communes a lancé une réflexion dans le cadre de la « revoyure » du Pacte fiscal et financier. Le processus, amorcé dans les prochaines semaines, sera concerté avec les communes et ne débouchera qu'en 2018.

Dans une perspective de projets et d'inter-territorialités, il importe aujourd'hui de mettre en évidence les problématiques d'investissements qui incombent à la commune au titre de ses compétences et, comme je l'ai introduit lors des vœux 2017, nous devons nous interroger sur l'évolution de la fiscalité locale.

Ce DOB a donc pour objet d'indiquer le sens de notre action publique et la rendre lisible pour nos concitoyens.

2. Principales orientations 2017

La construction de nos budgets devra intégrer ce contexte. Dans ce cadre,

- **Concernant les dépenses de fonctionnement** qui ont, par nature, une forte inertie due aux charges de personnel. Il importera de conserver le cap des années précédentes mais en assumant de façon équitable les dépenses induites les services scolaires et périscolaires et le soutien aux associations ;
- **Concernant les investissements**, la plus grande sélectivité s'impose. Les investissements se concentreront particulièrement sur les équipements de sécurité, de conservation en bon état du patrimoine communal en matière de voiries et de bâtiments communaux, de l'école.

I. Budget principal

1. Requalification environnementale et écologique

La requalification environnementale et écologique des bords du Rhône inclut le secteur des Etangs de Thil et l'esplanade du quai des Amours.

Les études touchent à leur fin et les sommes correspondantes au financement des études reportées du budget 2016 seront réinscrites sur 2017. Les « fiches actions » seront validées au printemps mais le pilotage budgétaire de leur mise en œuvre sera fonction de la complétude des travaux de l'assainissement collectif.

2. Petite enfance et nouvelles activités périscolaires

En 2014, la mise en application des temps périscolaires a été une réussite grâce à l'implication de tout le personnel communal.

Le partenariat amorcé avec nos voisins de Beynost s'est prolongé avec la facilitation de l'accès à l'ALSH GABI par la mise en œuvre d'un transport de « porte à porte » les mercredis après les cours du matin.

La cinquième classe, ouverte à la rentrée 2015-2016, a été maintenue et les effectifs de l'école sont à ce jour de 125 élèves.

Que tous, personnel communal et élus en charge du secteur soient ici assurés de la reconnaissance du travail accompli pendant cette période.

Cette montée en fréquentation oblige à adapter la configuration de la salle du restaurant scolaire.

La commune a mandaté un architecte et la Commission Vie Scolaire planche sur son rapport depuis la rentrée pour proposer le meilleur compromis d'aménagement. Il permettra de répondre aux nécessaires mises en conformités, de faciliter le travail du personnel communal et d'accueillir de l'ordre de 120 enfants sur deux services. Le tout doit être rendu opérationnel pour la rentrée 2017-2018.

Concernant les activités périscolaires, un bilan complet a été fait pendant la période des fêtes de fin d'année.

Il a été partagé, d'une part, avec les élus au sein de la Commission Vie Scolaire et, d'autre part, avec le Personnel communal concerné. Une grande concertation a été réalisée auprès des Parents d'élèves pour reformuler la proposition communale pour les trois ans à venir.

La Commission Vie Scolaire a débattu des propositions d'organisation fonctionnelle des nouvelles activités périscolaires à venir et étudie le besoin d'une proposition de renforcement *raisonnée* du personnel pour permettre de renforcer la qualité du service rendu.

De façon parallèle, la concertation est conduite avec Madame la Directrice de façon à privilégier – dans le cadre d'une enveloppe budgétaire constante – les dépenses d'investissement prioritaires.

3. Travaux relatifs au patrimoine bâti communal

Outre les travaux relatifs au restaurant scolaire à l'école, les investissements seront consacrés aux travaux de mise en conformité électrique et de rénovation des bâtiments communaux notamment pour ce qui concerne la Salle polyvalente.

Pour respecter les engagements pris en septembre 2015 par la commune en matière d'agenda d'accessibilité, chaque fois qu'il le sera possible de le faire, les mises en conformité en matière d'accessibilité seront réalisées.

Une attention particulière sera portée pour que, dès le second semestre 2017, une revue de détail soit réalisée en vue de la programmation pour 2018 des travaux d'accessibilité requis en l'absence de solutions fonctionnelles alternatives, l'idée étant de respecter nos engagements dans les meilleurs compromis économiques.

4. Associations - animation - communication

Les associations qui sont, dans leur diversité, le rouage essentiel du lien social et de la convivialité à laquelle nos administrés sont particulièrement attachés devront être soutenues : les associations agréées qui le souhaitent ont déjà formulé leur demande de soutien à leurs manifestations.

En ce début d'année, leur vitalité s'est déjà manifestée : ainsi l'exposition de « La Côtère des Arts » a remporté un vif succès fin janvier, succès auquel il faut associer la Bibliothèque Municipale qui s'est associée à cet événement à travers une opération « portes ouvertes ».

Je gage que 2017 sera un excellent cru en souhaitant que les intempéries laissent un peu de répit au Sou des Ecoles pour ne pas contrarier sa Farfouille.

Dans le cadre du budget instruit par Yannick Semay, la Commission communication et le CCC, une contribution budgétaire vous sera demandée afin de contribuer à l'équilibre du financement du projet de course et randonnée pédestre « La Thiloise » porté par Thil Assoc'.

Il sera instruit la proposition de déposer la dénomination « LaThiloise » comme « marque communale » pour toute activité sportive valorisant les cheminements doux de la commune.

II. Budget Assainissement

L'Avant-Projet de l'assainissement collectif de Thil a été validé le 18 janvier dernier à l'unanimité par l'Assemblée générale des élus et le 20 janvier dernier par le Comité de Pilotage du projet réunissant autour du groupe de travail municipal les Personnes Publiques Associées = les deux intercommunalités, le SIE Thil – Niévroz, le Département et les Services de l'état.

Elles ont permis de valider les options techniques, institutionnelles ainsi que les enveloppes financières du Programme.

Les grands objectifs de la première phase sont, sous réserve d'aléas non identifiés, à ce jour :

- Engagement des travaux à l'automne 2017 du raccordement à la STEP de la 3CM,
- Desserte de l'ensemble du secteur du périmètre de protection éloigné du puits de captage :
 - Période 2017 – 2018 : secteur Route de Niévroz – Rue du Canal sur la période 2017-2018 incluant le raccordement des habitations et desserte du lotissement des Loups
 - 2019-2020 desserte des habitations du secteur Rue Neuve – Route de Montluel.

Ces premières réalisations permettront de parachever le travail visant à satisfaire les prescriptions du SDAGE Rhône-Méditerranée en matière de protection de la ressource en « eau » et à faire aboutir, dans le cadre du SIE Thil – Niévroz, la Déclaration d'Utilité Publique couvrant les emprises territoriales du puits de captage sur les communes de Thil et de Niévroz.

Il vous est demandé aujourd'hui de confirmer formellement cette validation qui emporte la fixation définitive des taux de rémunération du Maître d'œuvre pour les phases à venir.

L'heure de l'opérationnalité sera ainsi venue. Elle va se traduire très concrètement par :

1. Le lancement des études de PROjet pour les deux premières tranches de travaux

Nous sommes entrés dans la phase préparatoire des travaux : les études d'ingénierie permettront de qualifier le plan opérationnel et de sélectionner l'entreprise en charge des travaux de l'assainissement collectif.

Le calendrier prévisionnel 2017 s'établit comme suit :

- Le réseau de connexion à la STEP des Iles s'effectuera via la RD 61B (route de Niévroz) et sera financé par la CCMP ;

- Les tranches de Travaux 1 (ensemble des habitations comprises entre le Chemin du Poteau, la route de Niévroz, la rue Neuve et la route de Montluel (de part et d'autre) et la rue du canal et Tranche 2 (l'ensemble des habitations situées rue de l'Eglise et rue de la Mairie) feront l'objet du premier marché de travaux. Environ la moitié du village sera desservi ;
- Les travaux débuteront à l'automne 2017 et devraient durer 18 mois pour la première tranche ;
- La récupération des eaux pluviales des toitures et de la voirie sera réalisée uniquement pour les habitations incluses dans le périmètre rapproché du puits de captage ;
- Pour la rue Neuve, la récupération eaux pluviales ne concerne que les voiries.

2. La détermination des taxes de raccordements

Les prochaines semaines seront mises à profit pour en affiner tous les aspects techniques, fonctionnels et économiques relatives aux raccordements et pour informer largement nos concitoyens.

Nous sommes convenus d'une méthodologie qui s'étalera jusqu'à la fin du printemps prochain.

Elle débouchera sur une réunion publique avec la Maîtrise d'œuvre au cours de laquelle la maîtrise d'œuvre précisera les orientations techniques retenues et les modalités de gestion du chantier.

3. Financements des travaux et raccordement à la STEP des Iles

La commune bénéficiera de subventions conséquentes du Département et de l'Agence de l'Eau. L'essentiel du financement proviendra de l'emprunt.

Pour l'année 2017, les engagements de dépenses concerneront les frais de Maîtrise d'œuvre et les avances forfaitaires versées aux entreprises de travaux et le premier tiers de notre contribution au raccordement à la STEP des Iles.

Il nous appartiendra de mobiliser et de gérer au mieux le fonds de roulement issu des premiers versements des subventions pour couvrir ces dépenses.

Le recours à l'emprunt fera l'objet d'une analyse des besoins auxquels seront étroitement associées, pour des raisons de transparence, les deux communautés de communes, ceci dans la perspective du transfert de la compétence assainissement au plus tard au 1^{er} janvier 2020.

L'Agence Départementale d'Ingénierie nous accompagnera dans tout ce processus.

III. Intégration des Fonds de l'Action Sociale au Budget Principal

Lors du DOB de l'année 2016, nous avons souligné la problématique et les lourdeurs de la gestion administrative du CCAS imposées aussi bien au sein de la commune que pour ce qui concerne les services du comptable du Trésor.

La Loi NOTRe a confirmé la possibilité, pour les petites communes, d'intégrer les interventions d'actions sociales par le Budget Principal.

Lors de sa réunion du 17 novembre dernier, les membres du CCAS se sont prononcés en faveur de cette opération. Elle a été confirmée par délibération le 30 novembre dernier. Elle devient effective à compter de 2017.

Une Commission Consultative Communale d'Actions Sociales animée par Yannick Semay, a été créée en décembre dernier, sur le modèle du CCC. Elle est ouverte à la participation citoyenne. Son installation sera effective dans les prochaines semaines, dans l'attente des dernières réponses aux sollicitations engagées dès le 6 décembre dernier.

Il sera demandé au Conseil municipal, dans le cadre du Budget communal que les soutiens au bénéfice des associations ayant des objectifs citoyens, caritatifs ou éducatifs soient maintenus pour l'année 2017 (Cap Handicap, Aux Lucioles, le CLIC pour ne citer que les principales) de même que le financement du traditionnel Repas des Anciens qui se tiendra le 04 mars prochain.

Le dispositif « Thil Pass' Jeunes » est reconduit toute l'année et non plus simplement sur la période du dernier trimestre.

Pour conclure, je vous invite à partager ces orientations pour que la construction et la mise en œuvre du Budget 2017 nous permettent de continuer à dérouler sereinement nos engagements en nous concentrant sur des projets destinés à parfaire la modernisation, l'amélioration de la qualité de vie et la valeur patrimoniale de notre village.

Je vous remercie de votre attention et vous donne la parole pour le débat.

Mr le Maire précise que les marges de manœuvre sont de plus en plus réduites. A la CCMP, une réflexion est en cours pour discuter des arbitrages qui seront à faire, notamment envers les petites communes qui ont des marges de manœuvre plus réduites.

Concernant la protection rapprochée de Thil, un cahier des charges est en train d'être élaboré. Les premiers travaux devraient être réalisés avant la fin du mandat (rue du Canal, entre les étangs et en revenant vers l'Escapade).

Une réunion de concertation globale va se dérouler au niveau de la DREAL. C'est la principale difficulté de cette opération. Il remercie les personnes qui s'impliquent.

Mme Duprat demande si des personnes se sont manifestées pour Thil Pass' Jeunes.

Mr le Maire répond que malgré les relances, aucune demande recevable n'a été enregistrée.

Mr Manié souligne que c'est la troisième année que le projet est reconduit, et sans candidature à ce jour.

Mr le Maire répond que la première année, deux dossiers ont été déposés, mais n'étaient pas éligibles.

4. REVISION ALLEGEE DU PLU

Mr le Maire donne lecture du projet de délibération ainsi que du courrier reçu ce jour de Granulat Rhône-Alpes (Vicat) relatif à la problématique des cuves enterrées. Au vu de la réponse, on peut constater que les cuves ont été enlevées comme en attestait le rapport de l'hydrogéologue de 1995.

Mr Manié demande, concernant la proposition de modification de l'article 2 de la CCMP, il ne l'a pas vue dans les documents reçus.

Mr le Maire répond que ça n'a pas été pris en compte. Ce point n'a pas été soulevé pendant l'enquête publique.

Mr Manié informe qu'il ne va pas voter contre, et ne peut non plus, voter pour. La Préfecture dans son avis du 23 avril avait proposé la construction modérée. Il trouve que c'est encore contraignant.

Mr le Maire propose de relire le rapport de Monsieur Combemorel de 1995 où il interdisait les constructions à l'horizontal.

DELIBERATION 17/01/01 : REVISION ALLEGEE DU PLU : APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE DU PLU

Rapporteur : Bruno Loustalet

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°16.03.03 en date du 25 mai 2016, le Conseil municipal a prescrit une procédure de révision avec examen conjoint de son plan local d'urbanisme prévue aux articles L.153-34 et suivants du Code de l'urbanisme.

Cette procédure dite « révision allégée » a été engagée afin de répondre à une recommandation des services de l'Etat s'agissant des secteurs classés en zone Nh dans le règlement du PLU. Son objectif est de lever l'interdiction générale de reconstruction après sinistre sur ces secteurs classés en Nh, tout en garantissant l'efficacité des périmètres de protection du puits de captage et la préservation de la qualité de la ressource en eau sur le territoire communal et en tenant compte de la servitude d'utilité publique liée au Plan de prévention des risques d'inondation.

La concertation s'est tenue du 26 mai au 21 septembre 2016. Il en ressort que la population concernée se félicite de la levée de l'interdiction de reconstruction après sinistre en zone Nh, tout en regrettant par ailleurs que la

révision ne prévoit pas également la possibilité d'extension horizontale des constructions existantes. Ces éléments ont été examinés et pris en compte par la commune, tout en respectant l'objectif assigné à la procédure de révision allégée et en tenant compte des contraintes relatives au PPRI applicable.

Par délibération du 21 septembre 2016, le conseil municipal a décidé de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de révision allégée du PLU. Ce projet a été transmis aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme pour avis.

Le 26 octobre 2016, s'est tenue une réunion d'examen conjoint entre l'Etat, la commune et les personnes publiques associées conformément aux dispositions combinées des articles L.153-34 et R.153-12 du Code de l'urbanisme. La DDT a exprimé un avis favorable en rappelant la vocation de la zone Nh, l'absence de DUP à ce jour pour consacrer la protection du puits de captage d'eau potable situé dans le périmètre et la pertinence de la modification du règlement portée par la procédure de révision allégée, à savoir l'interdiction de reconstruction après sinistre des constructions détruites par une inondation. RTE a exprimé le souhait que la rédaction de l'article 10 de la zone Nh soit modifiée de manière à ne pas s'appliquer aux ouvrages et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. La CCMP a proposé de modifier l'article 2 de la zone Nh pour tenir compte de la nouvelle rédaction de l'article 1 de la zone Nh.

L'enquête publique s'est tenue du 7 décembre 2016 au 7 janvier 2017 inclus, sous la direction de Monsieur Roland DUVAL commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif. La population s'est mobilisée pendant la procédure. Outre les remarques portant sur des situations individuelles, et hors périmètre de l'enquête publique, la population a formulé principalement des observations sur les points suivants :

- Demande de suppression de l'interdiction générale des reconstructions après sinistre, y compris pour les constructions détruites par une inondation ;
- Demande de possibilité d'extensions bâties horizontales ;
- Existence supposée d'une ou plusieurs cuves de fioul enterrées dans le secteur classé en zone Nh, qui ne sont pas évoquées dans l'étude environnementale de la procédure de révision du PLU. Vérification sur place en présence du maire et du commissaire enquêteur, il s'avère qu'il existe une dalle béton d'environ 20 m² sous laquelle pourraient être enterrées lesdites cuves.

Suite à la transmission de la synthèse des observations du public, le maire a indiqué au commissaire enquêteur :

- A propos de la prétendue cuve de fioul :

Que la mairie ne dispose d'aucune information quant à l'existence même de ces prétendues cuves enterrées, pas plus que sur les éventuelles mesures de traitement et d'inertion des cuves : ni les services de l'Etat et ni les personnes publiques associées n'ont formulé d'observation à cet égard, tant à l'occasion de la procédure de révision allégée, qu'au moment de la procédure de révision générale qui s'est déroulée de 2010 à 2015.

Que la commune est déterminée à protéger la qualité des eaux sur ce secteur concerné par la présence du puits de captage et partant à régler la problématique soulevée par les habitants du chemin du Poteau : tout sera donc mis en œuvre rapidement pour vérifier la présence ou non de ces cuves, et dans l'affirmative pour s'assurer qu'elles ont été traitées de manière à circonvenir tout éventuel risque de sinistre environnemental.
- A propos de demande de suppression de l'interdiction des extensions bâties horizontales :

Que la limitation forte des possibilités de construire dans le PLU approuvé le 13 novembre 2015 répondait à une demande de l'Etat formulée à l'occasion de la précédente révision. Au vu de cette recommandation de l'Etat, la commune a créé la zone Nh et interdit toutes les extensions et toutes les reconstructions après sinistre sur le secteur. Cette double interdiction a finalement été jugée excessive par l'Etat.

Que la commune a pris un soin particulier pour répondre aux objectifs promus à savoir la préservation de la qualité des eaux et la lutte contre les inondations, tout en permettant aux propriétaires de réaliser des extensions par surélévation lesquelles ne créent pas d'imperméabilisation ni d'obstacle supplémentaire à l'écoulement des eaux.
- A propos de la modification de l'article 10 de la zone Nh :

Le souhait exprimé par RTE concerne l'ensemble du territoire et pas exclusivement la zone Nh. La remarque est intéressante et par souci de cohérence du PLU, la commune réfléchira à son intégration, dans l'ensemble des zones, à l'occasion d'une prochaine procédure de révision ou modification.

En outre, compte tenu des contraintes de protection de la qualité des eaux et de lutte contre l'inondation sus-évoquée, il n'est pas possible de répondre favorablement à la demande de suppression de l'interdiction de reconstruction après sinistre lorsque la cause de destruction est liée à une inondation.

Le commissaire enquêteur a rendu son rapport et son avis le 27 janvier 2017. Il donne un avis favorable sans réserve sur le projet de révision n°1 du PLU de THIL.

Dans ces circonstances, les observations formulées au cours de la procédure ne justifient pas de modification à apporter au projet arrêté de révision allégée. Il est aujourd'hui nécessaire d'approuver le projet de révision n° 1 avec examen conjoint du PLU, afin de rendre les nouvelles dispositions du règlement applicables.

Après avoir entendu l'exposé du Maire, et en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- d'approuver le projet de révision n°1 avec examen conjoint du plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux formalités de publicité, et notamment :
 - afficher la présente délibération pendant un mois en Mairie
 - faire mention de cette délibération dans deux journaux locaux diffusés dans le département
- de mettre le dossier approuvé de révision n°1 avec examen conjoint à disposition du public en Mairie aux jours et heures d'ouverture.

La présente délibération sera notifiée au préfet, au titre du contrôle de légalité.

<i>Pour</i>	12
<i>Contre</i>	0
<i>Abstentions</i>	3

5. INSTAURATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/01/02 : INSTAURATION DU COMPTE EPARGNE TEMPS

Rapporteurs : Philippe Guillard / Philippe Maisonnas

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010 modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 10 février 2017 ;

Messieurs les rapporteurs indiquent qu'il est institué dans la collectivité de THIL un compte épargne-temps. Ce compte permet à leurs titulaires d'accumuler des droits à congés rémunérés en jours ouvrés. Il est ouvert à la demande expresse, écrite, et individuelle de l'agent, qui est informé annuellement des droits épargnés et consommés.

Le nombre total de jours inscrits sur le CET ne peut excéder 60 ; l'option de maintien sur le CET de jours épargnés ne peut donc être exercée que dans cette limite. Les jours que l'agent a choisi de maintenir sur son CET pourront être utilisés sous forme de congés.

L'alimentation du compte épargne temps doit être effectuée par demande écrite de l'agent avant la fin de chaque année civile (*éventuellement par année scolaire pour les cadres d'emplois spécifiques*).

Il indique que l'autorité territoriale est tenue d'ouvrir le Compte épargne temps au bénéfice du demandeur dès lors qu'il remplit les conditions énoncées ci-dessous. Les nécessités de service ne pourront lui être opposées lors de l'ouverture de ce compte mais seulement à l'occasion de l'utilisation des jours épargnés sur le compte épargne temps.

Il précise, dès lors, qu'il convient d'instaurer les règles de fonctionnement suivantes :

- La collectivité ou l'établissement n'autorise pas l'indemnisation ou la prise en compte au sein du régime de retraite additionnelle (RAFP) des droits épargnés. Dans ce cas, les jours accumulés sur le CET peuvent être utilisés uniquement sous forme de congés.

Il précise que les bénéficiaires de ce compte épargne temps sont les agents titulaires ou non titulaires de la collectivité à temps complet ou à temps non complet.

Il précise que conformément au décret du 26 août 2004, il a saisi le *Comité Technique Paritaire* pour que préalablement à la décision du conseil, il donne son avis sur les modalités d'application d'instauration du compte épargne temps.

Après en avoir délibéré le conseil municipal,

- **accepte** les propositions du Maire,

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. ASSURANCE STATUTAIRE

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/01/03: ASSURANCE RISQUES STATUTAIRES

Rapporteurs : Philippe Maisonnas / Philippe Guillard

Depuis 2012, la commune a un contrat avec le Groupement CNP/GRAS SAVOYE (contrat de groupe du Centre de Gestion de l'Ain) pour la couverture financière complète des risques encourus par les communes en cas de décès, accidents de travail, maladies professionnelles, maladie ou accidents non professionnels et maternité des agents titulaires.

Le contrat étant arrivé à échéance au 31 décembre 2016, et conformément à l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et au décret n° 86-552 du 14 mars 1986, le Président du Centre de Gestion a engagé, avec l'accord de la commune, une procédure de mise en concurrence à l'issue de laquelle les communes ont toujours la faculté d'adhérer ou non au contrat de groupe qui en résulterait. A l'issue de la dernière consultation le groupement CNP/GRAS SAVOYE a été retenu par le Centre de Gestion.

De son côté, à la suite d'une consultation, la commune a reçu les propositions de la société GROUPAMA.

Après analyse des offres et à couverture identique, il est proposé de retenir l'offre de GROUPAMA, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2017.

Après en avoir délibéré le conseil municipal,

- **Décide** de confier à GROUPAMA la couverture des risques statutaires (maladie ordinaire, longue maladie et maladie longue durée, maladie grave, accident imputable au service et maladie professionnelle, maternité, paternité, adoption et décès) sur la base d'une cotisation de 5,10 % sur le seul traitement indiciaire brut annuel et la NBI avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire et accidents de la vie privée pour les agents relevant de la CNRACL.
- **Décide** de confier à GROUPAMA la couverture des risques statutaires (maladie ordinaire, longue maladie et maladie longue durée, maladie grave, accident imputable au service et maladie professionnelle, maternité, paternité, adoption et décès) sur la base d'une cotisation de 1,10 % sur le seul traitement indiciaire brut annuel et la NBI avec une franchise de 10 jours en maladie ordinaire et accidents de la vie privée pour les agents relevant de l'IRCANTEC.
- **Précise** que le contrat prendra effet au 1^{er} janvier 2017. Il est conclu pour une durée de quatre ans avec faculté pour les parties de résiliation annuelle, sous réserve de respecter un préavis de trois mois avant l'échéance au 1^{er} janvier.
- **Autorise** Mr le Maire à signer tout document lié à ce dossier.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

7. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Mr Maisonnas rappelle que la Société Safège a été choisie comme Bureau d'Etude. Il convient d'approuver le nouveau marché, ce qui déclenche entre autre, le pourcentage de rémunération du Maître d'Œuvre. Et cela nous permet de solliciter les subventions pour les tranches 1 et 2.

Il donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/01/04 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF – VALIDATION DE L'AVANT-PROJET ET ENGAGEMENT PROCEDURE COORDONNATEUR SPS

Rapporteurs : Philippe Maisonnas / Jean Michel Thuot

Considérant la délibération 25 mai 2016 relative à l'autorisation de signature du marché avec la société ayant présentée l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue de la consultation lancée en groupement de commande avec la Communauté de Communes de Miribel et Plateau,

Considérant l'attribution du marché à la société SAFEGE consulting, pour un montant total d'honoraires initial de 119 336.10 €HT décomposé comme il suit :

Montant provisoire			
TF	TRANCHE FERME		
	AVP	forfaitaire	36 837,50
	DLE	forfaitaire	3 310,00
	Cas par cas	forfaitaire	430,00
	ACT HAP amiante	forfaitaire	655,00
TOTAL Tranche ferme			41 232,50
TO 0	étude d'impact		2 880,00

	Enveloppe prévisionnelle travaux	Taux	Montant rémunération
TO 1	1 562 000	1,58%	24 679,60
TO 2	480 000	3,40%	16 320,00
TO 3	490 000	3,33%	16 317,00
TO 4	635 000	2,82%	17 907,00

A l'issue des études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage, le scénario retenu est un refoulement vers la STEP de la 3CM qui se fera sous RD (travaux sous maîtrise d'ouvrage de la CCMP) avec une prise en compte des prescriptions de l'hydrogéologue agréé en phase PRO.

Le coût prévisionnel des travaux est arrêté à 3 301 425.30 € HT. Par application des taux de rémunération de chaque tranche sur ce coût prévisionnel définitif, le montant du forfait de rémunération définitif du maître d'œuvre est ainsi porté à : 78 303.72 € HT.

La décomposition des coûts prévisionnels de travaux et de la rémunération de chaque tranche est la suivante :

Montant provisoire				Montant définitif			
	Enveloppe prévisionnelle travaux	Taux	Montant rémunération	Enveloppe travaux en fin AVP	Taux	Montant rémunération	% d'évolution
	3 167 000		75 223,60	3 301 425,30		78 303,72	4%
TO 1	1 562 000	1,58%	24 679,60	1 589 794,60	1,58%	25 118,75	2%
TO 2	480 000	3,40%	16 320,00	449 052,30	3,40%	15 267,78	-6%
TO 3	490 000	3,33%	16 317,00	453 426,80	3,33%	15 099,11	-7%
TO 4	635 000	2,82%	17 907,00	809 151,60	2,82%	22 818,08	27%

Le détail de la répartition des honoraires est présenté dans l'avenant.

Le nouveau montant du marché est donc le suivant :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 122 416.22 € Valeur économique mois zéro du marché initial
- Montant TTC : 146 899.46 €

soit une augmentation de 2,58 %.

Montant provisoire			Montant définitif		
TF	TOTAL Tranche ferme	41 232,50	TOTAL Tranche ferme	41 232,50	
TO 0	étude d'impact	2 880,00	étude d'impact	2 880,00	
	TOTAL TRANCHE OPTIONNELLE 1 2 3 4	75 223,60	TOTAL TRANCHE OPTIONNELLE 1 2 3 4	78 303,72	Ecart évolution
	TOTAL MARCHÉ	119 336,10	TOTAL MARCHÉ	122 416,22	2,58%

Considérant l'avantage financier et administratif de lancer les tranches optionnelles 1 et 2 simultanément,

Considérant la nature et l'ampleur des travaux à engager, il convient de recruter un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé dans le cadre d'un groupement de commande avec la CCMP qui assure la maîtrise d'ouvrage du Lot 1 (refoulement et construction du réseau raccordement du réseau à la STEP des Iles)

Il vous est proposé d'adopter la délibération suivante :

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Vu le décret n°2016-360 du 25 avril 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération N°16.03.05 en date du 25 mai 2016,
-

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré :

- Adopte l'avenant N°1, annexé, relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'assainissement, LOT n° 2 : Création d'un réseau de collecte des eaux usées du village de Thil, de postes de relevage associés et d'un réseau de collecte des eaux pluviales dans la zone de protection de captage des eaux, d'un montant de 122 416,22 € HT soit 146 899,46 € TTC et portant fixation du coût prévisionnel des travaux par tranche :
 - Tranche optionnelle n° 1 : 1 589 794,60 € HT
 - Tranche optionnelle n° 2 : 449 052,30 € HT
 - Tranche optionnelle n° 3 : 453 426,80 € HT
 - Tranche optionnelle n° 4 : 809 151,60 € HT
- Valide la constitution d'un groupement de commande avec la CCMP qui aura pour objet l'organisation de la procédure de la commande publique en vue de la passation d'un marché avec un prestataire pour la coordination SPS des opérations de travaux.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

8. CHARTE DE QUALITE

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/01/05 : CHARTE DE QUALITE

Rapporteurs : Jean-Michel Thuot / Philippe Maisonnas

Monsieur le Rapporteur rappelle qu'une démarche qualité doit être prise en compte pour garantir la fiabilité des investissements sur le long terme, les modalités d'interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance des ouvrages, et l'impact sur la santé des intervenants.

Soucieux de l'amélioration de la qualité des ouvrages, de faciliter leur gestion et de la qualité environnementale des chantiers, les acteurs des travaux de création, de reconstruction ou de réhabilitation de réseaux se sont accordés sur des principes qu'ils s'engagent à tenir. Ces principes les ont conduits à la rédaction d'une Charte Qualité.

Cette Charte Qualité, plus qu'un document, est avant tout une démarche nationale partenariale fixant les objectifs de chacun des acteurs.

Sa mise en application locale passe par la décision du maître d'ouvrage de réaliser son opération sous Charte Qualité, et par l'adhésion des autres partenaires, depuis l'assistant au maître d'ouvrage, au début de l'opération, jusqu'à l'exploitant après la réception.

A la suite, il est proposé à l'Assemblée délibérante d'approuver la Charte.

Vu la Charte Qualité des réseaux d'assainissement applicable (version mai 2016),

La Commission Générale consultée 13 décembre 2016 et 18 janvier 2017,

Le Conseil Municipal,

DECIDE

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite Charte de qualité et à réaliser toute opération relative à sa mise en œuvre,

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

9. C. C. A. S.

Mr le Maire rappelle à l'Assemblée que le CCAS a été dissout au 31 décembre dernier et qu'il revient au Conseil Municipal de voter les Comptes Administratif et de Gestion 2016.

DELIBERATION 17/01/06 : APPROBATION COMPTE ADMINISTRATIF 2016

Rapporteur : Suzanne Borrel-Jeantan

Mme le rapporteur rappelle la délibération n° 16.06.02 en date du 30 novembre 2016, approuvant la suppression du Budget CCAS et l'intégration de celui-ci au Budget Communal à compter du 1^{er} janvier 2017.

Mme le rapporteur présente à l'Assemblée le Compte Administratif 2016 du CCAS.

Le Conseil,

Où les explications de Mme le rapporteur,

. Approuve le Compte Administratif 2016.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/01/07 : APPROBATION COMPTE DE GESTION 2016

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Maire rappelle la délibération n° 16.06.02 en date du 30 novembre 2016, approuvant la suppression du Budget CCAS et l'intégration de celui-ci au Budget Communal à compter du 1^{er} janvier 2017.

Mr le Maire présente à l'Assemblée le Compte de Gestion 2016 du CCAS.

Le Conseil,

Où les explications de Mr le Maire,

. Approuve le Compte de Gestion 2016.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DELIBERATION 17/01/08 : AFFECTATION DU RESULTAT 2016 DU CCAS SUR BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur : Bruno Loustalet

Mr le Maire rappelle la délibération n° 16.06.02 en date du 30 novembre 2016, approuvant la suppression du Budget CCAS et l'intégration de celui-ci au Budget Communal à compter du 1^{er} janvier 2017.

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à - 5.943,70 euros, le résultat des exercices antérieurs s'élève à 8.930,82 euros et le résultat de fonctionnement cumulé s'élève à 2.987,12 euros. Il convient de procéder à l'affectation de ce résultat.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil décide d'affecter ce résultat comme suit :

. Affectation à l'excédent reporté (report créditeur) article 002 du Budget Communal pour un montant de 2.987,12 euros.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

10. QUESTIONS DIVERSES

Mr le Maire donne lecture de l'article ci-dessous, paru dans la presse.

L'aire provisoire, pour l'accueil des gens du voyage, sera sur Thil cette année. Une décision nécessaire qui n'enchante guère le maire, Bruno Loustalet. Reste à savoir si l'ère des aires provisoires prendra bientôt fin avec la réalisation d'une aire d'accueil définitive.

Lors du dernier conseil communautaire, les élus thilois se sont abstenus lors du vote pour l'installation d'une aire provisoire sur Thil, tout en évoquant leur solidarité, pouvez-vous revenir sur ce point ?

Ces dernières semaines la commune de Saint-Maurice-de-Beynost a subi des désagréments importants et je n'oublie pas qu'en 2013, Thil et ses habitants ont aussi beaucoup souffert. L'accueil des gens du voyage relève d'une politique publique à construire entre la CCMP et la 3CM. Toutefois, face à l'absence d'une aire définitive, nous ne voulons pas donner un chèque en blanc et appelons l'ensemble des collectivités à assumer pleinement leurs responsabilités pour que La Côtère soit en conformité avec le schéma départemental. Voilà pourquoi nous avons choisi de nous abstenir.

Avez-vous des craintes relatives à cette aire provisoire ?

Cette aire provisoire impacte aussi bien la zone d'activités de Thil que celle de Beynost. Mon inquiétude et mes craintes portent tout aussi bien sur les problématiques de circulation que sur la sécurisation des sites industriels. Au vu des exactions commises à Saint-Maurice-de-

Beynost, la prévention des comportements délictueux sera un sujet de toutes les attentions, tant vis-à-vis des industriels de la zone Actinove que des commerces de la zone des Batterses.

Une communication particulière sera-t-elle mise en place pour informer les administrés ?

Dans un premier temps, une information sera diffusée dans le prochain Thil Texto. Par ailleurs, à la demande de la mairie, un permis d'aménager précaire sera instruit par la Commission urbanisme, ceci afin de préserver les intérêts légitimes des riverains de la zone Actinove : un état des lieux initial sera établi de sorte à ce que les travaux de remise en état soient diligentés à l'issue.

L'espace qui sera occupé par l'aire provisoire est celui que la CCMP, initialement, avait acquis avec pour objectif de réaliser un complexe de BMX. Bien qu'en pause, ce projet est-il toujours existant ? Quelle est votre position, de maire, à ce sujet ?

L'aménagement du complexe de BMX est inscrit au plan pluriannuel d'investissement comme projet partenarial à financer par la CCMP et la 3CM. La parcelle en question a été classée au PLU en zone N1, Naturelle Loisirs, ceci à la demande de la CCMP. Pour ma part, j'ai, depuis l'origine, soutenu le club de BMX et ma position n'a pas variée depuis.

Je souhaite que les engagements pris soient tenus et ceci avant la fin du présent mandat. Et j'espère que les travaux pourront être engagés dès la fin de l'année ! ■

K.P.

Il informe que lors de la séance du Conseil Communautaire, Mme Semay et lui-même, se sont abstenus concernant l'accueil des gens du voyage sur la parcelle que la CCMP a achetée sur la zone Actinove. Il précise que dimanche dernier, il s'est rendu à la Gendarmerie de Miribel pour parler des propositions car en 2013, la commune s'était sentie « bien seule ».

Mr le Maire insiste pour préciser que cette année il accueillera les caravanes, mais il ne faudra pas y revenir dans deux ans.

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

*« Mairie de THIL,
Fin de la séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le mercredi 15 février 2017 à 21 h 55
Stopper l'enregistrement »*